GIRE et bonne gestion des eaux usées: AGIR EAU/GIZ et le RAMEC pour un plaidoyer efficace

Du 23 au 24 novembre, Porto-Novo a accueilli un atelier de formation rassemblant les journalistes émérites des médias béninois, en particulier ceux du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC). Organisé par le Projet AGIR Eau de la GIZ en collaboration avec le Ministère de l'Eau, cet événement visait à sensibiliser et former les journalistes sur l\\\'importance de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et la nécessité d\\\'une bonne gestion des eaux usées.

Atelier AGIR EAU GIZ en salle

L\\\'atelier a débuté par une cérémonie d\\\'ouverture officielle, marquant le commencement de deux jours d'activités intenses. Les participants ont bénéficié de modules variés couvrant le secteur de l\\\'Eau au Bénin, notamment la GIRE, l\\\'état actuel de la gestion des eaux usées, ainsi que les implications des changements climatiques sur la GIRE. Ces sessions ont permis d\\\'approfondir la compréhension des journalistes sur ces enjeux.

Visite de terrain à Dangbo

Le moment fort de l\\\'atelier a été la descente sur le terrain, où les hommes des médias ont pu observer de près les efforts déployés par le Projet AGIR Eau/GIZ en matière de gestion intégrée des ressources en eau à Dangbo et d\\\'assainissement au centre ville de Porto-Novo. Cette immersion sur le terrain a offert aux journalistes une

perspective concrète et enrichissante sur les initiatives mises en place.

Cette initiative collaborative entre la GIZ, le Projet AGIR Eau, et le RAMEC témoigne de l\\\’importance de réunir les médias, les experts, et les organisations engagées pour sensibiliser sur des questions cruciales telles que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et la bonne gestion des eaux usées. Les journalistes, issus de toute l’étendue du territoire national et de divers médias (Radio, Télévision, Presse écrite et en ligne), formés lors de cet atelier, deviennent ainsi des porte-paroles informés capables de diffuser des informations essentielles sur la protection des ressources en eau au Bénin.

Climat et Biodiversité au Bénin : l’ONG Save Our Planet pour une citoyenneté active

La 4e édition tant attendue de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, organisée par l\\\’ONG Save Our Planet, s’est ouverte le samedi 9 décembre 2023, à l\\\’université d\\\’Abomey-Calavi. Cet événement a rassemblé des citoyens engagés, des experts et des organisations de la société civile renommées.

En prenant la parole à l’ouverture de la conférence, Megan Valère SOSSOU, Directeur Exécutif de l\\\’ONG Save Our Planet a salué la présence effective des

participants et acteurs invités avant de préciser l\\\'objectif de la Conférence. « Il s\\\'agit d\\\'impliquer activement les citoyens dans la formulation de recommandations stratégiques afin de renforcer les initiatives de lutte contre les changements climatiques et de préservation la biodiversité au Bénin », a précisé Megan Valère SOSSOU.

En ouvrant officiellement les travaux de la 4e édition de conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, le parrain de l\\\'événement, le Professeur Michel BOKO, a loué l\\\'initiative de l\\\'ONG Save Our Planet, soulignant le lien indissociable entre biodiversité et climat. « C'est pourquoi, je trouve votre initiative très pertinente, et je vous en félicite », a-t-il déclaré.

Le panel inaugural, animé par le Journaliste Fulbert ADJIMEHOSSOU, a jeté les bases des dialogues participatifs. Ce panel a été enrichi par le Professeur Honoraire en Climatologie Michel Boko, la Coordonnatrice LABIS Porto-Novo, Laurette Bernisse SOUALY et Directeur Exécutif de JEVEV ONG, Henri TOTIN. Les échanges ont permis aux experts d'explorer comment transformer la jeunesse et l'innovation au service du climat, de la Biodiversité et du Développement Durable. Ils ont évoqué plusieurs initiatives, dont celles de la valorisation de la jacinthe d'eau en composts, de la transformation des déchets plastiques et de la valorisation des déchets des équipements électriques et électroniques.

Dans son intervention, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de l'ONG JEVEV a exposé le projet innovant de son organisation dans la communauté de Ganvié qui consiste à gérer autrement la problématique de la prolifération envahissante des jacinthes d'eau pour libérer le couloir de navigation sur l'eau. Une initiative qui participe au nexus Climat Biodiversité et Développement durable a-t-il indiqué.

Comme à Ganvié dans la commune de So-Ava, à Porto-Novo précisément au Laboratoire d'Innovation Sociale (LABIS), l'innovation, l'employabilité et l'engagement citoyen sont au cœur des actions. Pour Laurette Bernisse SOUALY, sa Coordonnatrice, « dans le contexte actuel, on ne peut pas parler de la citoyenneté, de l'entreprenariat, de l'employabilité sans parler des questions liées à l'environnement ».

Parlant d'innovation au service de l'environnement, le Professeur Michel BOKO encourage vivement les jeunes à innover pour répondre aux défis climatiques et écologiques. Cependant, il invite à la vigilance en matière d'innovation pour ne pas créer un autre problème pour l'environnement ou pour l'Homme se basant sur le cas de la valorisation des plastiques, dont les substances sont extrêmement dangereuses pour l'homme et pour l'environnement. Ce panel inaugural enrichissant a planté le décor aux panels de renforcement de capacité et de partage d'expérience.

Ainsi, la première intervention dans ce cadre a été menée par Carin GOGAN, Expert Senior en Suivi Évaluation et capitalisation au Projet BENKADI, qui a mis en lumière le rôle de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB) dans l\\\'Adaptation basée sur les Écosystèmes du Projet Benkadi. Cette présentation a souligné l\\\'importance de l\\\'engagement de la société civile dans les initiatives d\\\'adaptation locale.

Étienne Houédoté DEGBOE, Directeur Exécutif par Intérim de l'ONG SOS Biodiversity, a ensuite analysé le nouveau cadre mondial sur la biodiversité, partageant les expériences fructueuses de son organisation en matière de conservation de la biodiversité au Bénin. Horace Fiacre Enock KPOSSI, MSc en Gestion des Aires Protégées et Réserves de Biosphère, a ensuite présenté des perspectives sur la gestion efficace de

ces aires face aux menaces terroristes émergentes en Afrique de l’Ouest, mettant en avant l\\\’implication des communautés locales et la mise en place de numéros verts pour renforcer la sécurité.

La particularité de ce panel en ligne est la coopération avec les experts du nord sur le rôle de l\\\’innovation dans le nexus Climat-Biodiversité et Développement Durable. Cette session en ligne a été animée par Giraud TOGBE, journaliste scientifique au Sénégal avec pour invitées : Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable, et Flore Fiers, Chargée de projet spécialisée en Innovation. Les intervenants ont souligné l\\\’importance des petites solutions durables et de l\\\’application pratique des innovations au quotidien au service du développement durable.

Les chercheurs Mireille ODOUNFA et Paulette GUEDEZOUME, du LABEF, ont ensuite abordé la nécessité d\\\’introduire l\\\’intelligence artificielle dans l\\\’agriculture, soulignant les avantages des modèles d\\\’apprentissage automatiques et des algorithmes pour une agriculture plus intelligente et adaptative. Dans sa présentation sur le rôle des médias dans le nexus Climat Biodiversité et Développement, Fulbert Adjimehossou, Secrétaire général du Réseau des Acteurs des Médias pour l’Eau, l’Environnement et le Climat (RAMEC), a fait une analyse anatomique de l’univers médiatique croisé aux enjeux environnementaux. Il a souligné le rôle crucial des médias dans la sensibilisation autour des questions environnementales, en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité. Il a encouragé les médias à aller au-delà des comptes-rendus factuels et à initier des enquêtes approfondies pour mieux informer et sensibiliser les populations.

La conférence a également inclus une simulation de négociation climatique, impliquant diverses parties prenantes telles que les entreprises et les Organisations de la société civile. Cette immersion a offert aux jeunes participants une

compréhension approfondie des différents aspects d\\\’une négociation climatique, renforçant ainsi leur capacité à défendre la justice climatique.

La particularité de cette nouvelle édition de la Conférence a été la distinction honorifique « Eco Awards Benin ». En effet, l’ONG Save Our Planet a distingué ses membres les plus actifs et qui ont contribué ardemment à atteindre ses objectifs ces dernières années à travers Eco Awards Benin. Une vingtaine de membres dans plusieurs catégories. La clôture de la conférence a été marquée par l\\\’annonce d\\\’une déclaration citoyenne, synthèse des contributions des participants et experts, destinée aux autorités politico-administratives pour influencer les politiques de développement.

La 4e édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin a été un succès retentissant, soulignant l\\\’engagement continu de l\\\’ONG Save Our Planet dans la promotion de solutions innovantes et durables pour relever les défis environnementaux majeurs.

Venance Ayebo TOSSOUKPE

Coup d’envoi officiel de la Campagne nationale de Plaidoyer pour l’Intensification de la

Nutrition au Bénin

Placée sous le sceau de la Journée Internationale des Femmes Rurales, célébrée sous le thème \\\ »Les femmes rurales cultivent la bonne nourriture pour toutes et tous,\\\ » la conférence de presse consacrée au lancement officiel de la campagne nationale de plaidoyer pour l\\\'intensification de la nutrition a eu lieu ce Dimanche 15 octobre 2023 à Cotonou.

Cette initiative portée par l\\\'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE, visant à sensibiliser les autorités et l\\\'opinion publique nationale et internationale sur les défis liés à la nutrition, en particulier dans les zones rurales du Bénin. Cette campagne a pour objectif principal d'influencer les politiques et stratégies actuelles et celles qui seront adoptées dans le futur fin qu'elles créent un environnement favorable pour l'atteinte des objectifs stratégiques de CASCADE.

Lancement officiel de la CaNPIN

Dans son message de lancement officiel, Aurélien ATIDEGLA, Président du Conseil d\\\'Administration de l\\\'ASCINB a déclaré que la campagne se veut une occasion unique de mettre en lumière le rôle essentiel des femmes rurales dans la nutrition et le développement durable. Et pour cela, explique-t-il, cette Journée Internationale des Femmes Rurales offre une plateforme exceptionnelle pour sensibiliser sur les défis auxquels sont confrontées les femmes rurales et pour plaider en faveur de politiques et programmes adaptés. Il convient de noter que l\\\'ASCINB collabore activement avec Care International Benin Togo et Gain pour la mise en œuvre du projet CASCADE. Ce projet a pour ambition pour objectif de renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la contribution à la réduction de la malnutrition des

femmes en âge de procréer et des enfants.

Son gestionnaire, Gisèle DENOU SABOU a au cours de la conférence de presse souligné l\\\'importance de la synergie d\\\'action entre les parties prenantes au plan local et l\\\'implication du collectif des consommateurs dans la réalisation des objectifs du projet CASCADE au profit des femmes et des enfants.

De plus, selon Pascal DJOHOSSOU, Trésorier Général de l'ASCINB, au cours de cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\'Intensification de la Nutrition, des bonnes pratiques en matière de nutrition seront mises à la disposition des populations et diffusées. Ce plaidoyer tiendra compte à l'en croire de tous les enjeux actuels liés à la nutrition à savoir l'adaptation au changement climatique, l'entreprenariat et bien d'autres.

En ce qui concerne la contribution des médias, Mesmin DJEDJI, RMM/ ASCINB a pris l'engagement à travers l'ASCINB de mettre à la disposition des médias des contacts de personnes ressources déjà disponibles pour renforcer la production de riches contenus liée à la nutrition tout au long de la campagne.

La campagne, lancée ce 15 octobre 2023, s\\\'étendra jusqu\\\'à décembre 2026 rappelle Calixta D\\\'Almeida, Secrétaire Générale de l'ASCINB, exprimant le souhait que les médias et les autres acteurs puissent continuer à jouer un rôle essentiel tout au long de cette période et au-delà pour atteindre les objectifs fixés.

Parlant des autres acteurs, le secteur privé préoccupe Aubierge FLENON, représentante du partenaire GAIN à cette rencontre. Elle a mis l\\\'accent sur le rôle du secteur privé dans la production et la transformation des produits alimentaires pour les consommateurs et a souligné l\\\'importance de garantir que le secteur privé soit adéquatement pris en compte dans les politiques de nutrition

au Bénin.

A noter que plusieurs activités sont prévues cette semaine, notamment la participation de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\’Intensification de la Nutrition (CaNPIN) à la Journée Mondiale de l\\\’Alimentation ce 16 octobre 2023 à Savalou, ainsi qu\\\’un atelier de sensibilisation et de mobilisation des médias pour une meilleure appropriation de la campagne par les médias et acteurs alliés.

Encore faut-il rappeler que le lancement de la campagne a été rendu possible grâce à la précieuse collaboration du Réseau des Acteurs des Médias pour l\\\’Eau, l\\\’Environnement et le Climat (RAMEC), de la Fédération Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (FENAFAB) et de la FERCAB.

Cette campagne marque le début d\\\’une série d\\\’activités de sensibilisation et de plaidoyers de l\\\’ASCINB à travers le projet CASCADE, soutenu par Care International Benin Togo, le Royaume des Pays-Bas, Gain, et le gouvernement du Bénin, en faveur de la nutrition au Bénin. Elle démontre l\\\’engagement résolu de l\\\’ASCINB à créer un environnement favorable à la nutrition et au bien-être des femmes et des enfants dans les zones rurales du pays.

Megan Valère SOSSOU

L’ASCINB ET LES MEDIAS : LE MARIAGE PARFAIT POUR

L’INTENSIFICATION DE LA NUTRITION AU BENIN

Après son lancement officiel, le dimanche 15 octobre 2023, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\’Intensification de la Nutrition au Bénin (CaNPIN), enregistre déjà une forte adhésion des médias à travers une mobilisation significative.

Des hommes et femmes des médias venus des quatre coins du Bénin et réunis en atelier à Grand-Popo les 17 et 18 octobre 2023, sur l\\\’initiative de l\\\’Alliance de la Société Civile pour l’Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE.

Les Hommes des médias

L\\\’objectif de cet atelier était de sensibiliser et de mobiliser les médias en faveur de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\’Intensification de la Nutrition au Bénin. Au cours de ces deux jours, les participants ont été familiarisés avec les notions de base du plaidoyer et ses différentes étapes, la campagne et son déroulement. L\\\’atelier a été un cadre pour les acteurs des médias qui ont collaboré et défini des actions concrètes à entreprendre dans le cadre de cette campagne pour la nutrition au Bénin.

L’un des points forts de l\\\’atelier a été l\\\’engagement des médias à soutenir activement l\\\’ASCINB à travers son projet CASCADE pour garantir le succès de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\’Intensification de la Nutrition au Bénin. Pour le Président de l’ASCINB, Aurélien ATIDEGLA, il est essentiel que cette campagne atteigne toutes les régions du pays, avec une attention particulière portée à la sensibilisation des jeunes filles en âge de procréer et les enfants.

C’est pourquoi, ajoute-il, les médias doivent jouer un rôle

essentiel dans la diffusion de l\\\’information, en organisant des interviews et des débats sur des questions liées à la nutrition.

Au nom du Réseau des Acteurs des Médias pour l\\\’Eau, l’Environnement et le Climat (RAMEC), Antoinette SAGBO a chaleureusement salué l\\\’ASCINB pour son initiative. Elle a souligné que l’atelier a le mérite de renforcer les compétences des journalistes sur un sujet de grande importance comme la nutrition.

En ce qui concerne le projet CASCADE, il est mis en œuvre au Bénin dans 20 commune et vise à renforcer l\\\’efficacité des politiques nationales de nutrition existantes, dans le but d\\\’améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la malnutrition. Il mérite d\\\’être mentionné que ce projet est financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

La mobilisation des acteurs étant une étape cruciale dans la lutte contre la malnutrition et l’amélioration de la santé nutritionnelle, l\\\’ASCINB et les médias font donc le mariage parfait pour réussir cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l\\\’Intensification de la Nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre le paludisme au Bénin : le RAMEC et la PMS

s’engagent aux cotés de Speak Up Africa

2. 289. 948 cas confirmés avec 2.450 décès. C’est le bilan en 2020 des ravages du paludisme au Bénin. Cette maladie, causée par la piqûre de moustique infecté du parasite plasmodium, constitue un véritable problème pour la santé publique. Pour lutter efficacement contre ce mal, l’Organisation internationale Speak Up Africa en collaboration avec le Réseau des Acteurs des Médias pour l’Eau, l’Environnement et le Climat et la Plateforme Médias Santé a réuni les acteurs des médias à un atelier national au chant d’oiseau de Cotonou le vendredi 29 juillet 2022.

Les acteurs des médias engagés pour la lutte contre le paludisme

L’Objectif est d’amener les acteurs des médias à mieux appréhender les enjeux et défis liés à l’élimination du paludisme en vue d’améliorer le traitement de l’information autour de ce fléau au Bénin.

Avant l’ouverture officielle de cette rencontre, les participants ont effectué une descente au centre de santé de Godomey. À ce niveau, ils ont échangé avec le personnel médical du centre et touché du doigt les réalités en manière de prise en charge du paludisme.

Une fois en salle, Alain TOSSOUNON, Président du RAMEC a fait savoir dans son mot introductif, la nécessité pour les Hommes des médias d’influencer les comportements des communautés pour une meilleure lutte contre le paludisme à travers la couverture et le traitement de l’information. Selon lui, il s’agit plutôt d’un renouvellement d’engagement au profit de la lutte contre le paludisme. « Il nous faut utiliser notre pouvoir pour apporter du changement au niveau central et

communautaire en matière de lutte contre le paludisme. »

Un geste qui accompagne évidemment les efforts qui sont faits par le ministère de la santé, par le programme national de lutte contre le paludisme et les autres acteurs de la société civile en particulier Speak Up Africa.

Cet atelier, dira Juliette MITONHOUN, Présidente de la Plateforme Médias Santé, permettra de refaire les armes et d'améliorer les connaissances afin de contribuer activement à la lutte contre le paludisme. Elle a pour finir invité les participants à une attention soutenue.

Juliette MITONHOUN, Franz OKEY et Alain TOSSOUNON

En lançant officiellement, les travaux, Franz OKEY, Coordinateur Speak Up Africa au Bénin s'est réjoui non seulement du grand travail abattu par les acteurs des médias ces derniers temps aux côtés de l'organisation, mais aussi, de l'immersion enrichissante au centre de santé de Godomey. « En tant que canal d'information, de sensibilisation, de diffusion et de partage de l'information, les journalistes sont des acteurs clé dans la lutte » s'est-il rassuré. C'est pourquoi, ajoute-t-il « vos contributions à cet atelier permettrons aux populations de vivre dans un pays exempt du paludisme. »

À travers les diverses communications déroulées au cours, cet atelier, les acteurs des médias ont appris des progrès, enjeux et défis de la lutte contre le paludisme au Bénin. Également, il a été partagé avec ces derniers, les objectifs de plaidoyer des OSC accompagnées par Speak Up Africa. Enfin, les participants se sont engagés à réaliser après l'atelier des productions ciblées sur la lutte contre le paludisme au Bénin.

Rappelons pour finir que cet atelier a reçu l'appui technique et financier de Speak Up Africa, une organisation internationale engagée depuis 2020 au Bénin à travers son initiative, « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent ». Une

initiative qui a permis de mobiliser au Bénin des entreprises du secteur privé à contribuer à la lutte contre le paludisme en soutien aux efforts du gouvernement, du ministère de la Santé et par ricochet du Programme National de Lute contre le Paludisme au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Semaine africaine de l'eau 2021 : l'AMCOW sacrifie à la tradition

La Semaine africaine de l'eau 2021, s'ouvre ce lundi 22 Novembre 2021 et prend fin le vendredi 26 novembre 2021. Cet évènement qui réunit conjointement la 8e Semaine africaine de l'eau (AWW) et de la 6e Conférence africaine sur l'assainissement (AfricaSan) va se dérouler uniquement en ligne en raison du contexte sanitaire actuel. C'est ce qui ressort du point de presse tenu virtuellement le 17 novembre 2021 par les organisateurs avec les Hommes des médias.

La semaine africaine de l'eau, est un programme conjoint qui a pour objectif de partager des informations en vue de poser des actions pour améliorer les moyens de subsistance et la croissance économique selon les explications des responsables du comité d'organisation.
Organisée par l'AMCOW en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et le gouvernement de Namibie, ainsi que d'autres partenaires de développement, cette rencontre se donne pour but de fournir une plateforme de dialogue, de partage des connaissances et de développement des plans

d’action sur l’eau, l’assainissement et l’hygiène en vue de la réalisation de l’ODD 6 en Afrique.
La 8e Semaine africaine de l’eau (AWW) et de la 6e Conférence africaine sur l’assainissement (AfricaSan) constituent ainsi un engagement politique de haut niveau pour pallier les problématiques liées à l’eau et à l’assainissement. Ces deux évènements qui seront déroulés en un ont respectivement pour thème, « La sécurité de l’eau pour la santé publique et le développement humain » et « Accélérer l’accès à l’assainissement et à l’hygiène sûres en Afrique à l’aune de plus de 5ODD et Covid-19 avec au total, neuf sous-thèmes.

Il s’agira pour les participants de mettre en place des mécanismes pour faire face aux besoins en eau des populations en élaborant des solutions au regard des problèmes liés à l’eau. Des engagements et propositions seront recueillis et présentées en Mars 2022 lors de la conférence mondiale sur l’eau.
Le Conseil des Ministres Africains chargés de l’Eau (AMCOW), depuis sa création en 2002 a servi de principale plateforme pour réunir les parties prenantes du secteur de l’eau et de l’assainissement sur le continent. Elle a fournit une orientation politique et mène le plaidoyer politique en faveur de la croissance et de l’amélioration du secteur pour une gestion durable des ressources en eau et de l’assainissement du continent.
Rappelons qu’en prélude à cet évènement qui s’ouvre aujourd’hui, un point de presse s’est tenu en ligne et a réunit journalistes et responsables du Conseil des Ministres Africains chargés de l’Eau (AMCOW). Une rencontre à laquelle, le Réseau béninois des Acteurs des Médias pour l’Eau, l’Environnement et le Climat présidé a pris part.

Assemblée Nationale : La loi portant hygiène publique adoptée

Les députés ont procédé, ce jeudi 20 janvier 2022, au vote de la loi n° 2022-04 portant hygiène publique en république du Bénin. C'est à l'issue de la plénière conduite par le Président de l'Institution Louis Gbèhounou VLAVONOU.

La loi n° 2022-04 portant hygiène publique en république du Bénin aborde les questions relatives entre autres au rôle des collectivités décentralisées dans la promotion de l\\\'hygiène, la politique d'hygiène des bâtiments publics, des établissements des différents ordres de l'enseignement, des établissements sanitaires, des centres de détention. Elle ne fait pas l'impasse sur la gestion des cadavres, la question de l'hygiène menstruelle et la pollution sonore.
Le nouveau texte adopté par la majorité des députés votants et représentés aborde aussi le statut des structures chargées de veiller au respect des textes en vigueur.

Megan Valère SOSSOU

Révision du code de l'hygiène publique au Bénin : Les

journalistes mieux aguerris pour accélérer le processus de plaidoyer

Les acteurs des médias pour l'eau, l'environnement et le climat ont été formés sur les enjeux de la révision du code de l'hygiène publique et la problématique d'une tarification transparente et équitable de l'eau au Bénin. C'était dans la salle de conférence de l'Hôtel les Oliviers à Porto-Novo du 23 au 24 Août 2021.

Dans le cadre du processus de plaidoyer pour le vote de la proposition de loi visant l'actualisation du code de l'hygiène publique et de la problématique d'une tarification transparente et équitable de l'eau au Bénin, conduit par le Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques de l'eau et de l'assainissement CANEA avec l'appui de Niyel, de la SNV et du Royaume des Pays bas, une vingtaine d'acteurs des médias de la presse écrite, en ligne et audio-visuel ont été réunis à un atelier. Objectif, amener ces derniers à mieux appréhender les enjeux de la relecture de la loi portant Hygiène Publique dans le combat pour l'hygiène et l'assainissement pour tous au Bénin d'une part, et la révision des mécanismes de tarification transparente et équitable de l'eau au Bénin d'autre part.

Dans son allocution de bienvenue à ses pairs, William Apollinaire TCHOKI, Vice Président du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat a salué cette volonté d'impliquer les professionnels des médias dans le processus de plaidoyer pour la révision du code de l'hygiène publique avant de rassurer les organisateurs du défi déjà relevé.
A sa suite et ouvrant l'atelier de formation, André ZOGO,

Président du Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques de l'eau et de l'assainissement (CANEA), est revenu sur le contexte de l'organisation de cet atelier. Il a fait cas de la situation difficile dans laquelle se trouve le sous secteur de l'hygiène et de l'assainissement au Bénin. Pour preuve, le Président du CANEA, a pointé du doigt la peine que subissent l'actualisation et le vote de la loi depuis 2010, alors que certaines de ses dispositions sont caduques et inadéquates. Il rajoute qu'il est aussi nécessaire de gérer l'eau en milieu rural et urbain à travers une tarification transparente et équitable.

Une formation riche en informations et en partage d'expérience

Les différents échanges qui ont meublés les deux jours de formation ont été animés par l'ingénieur Eau et Assainissement, Yadjidé A. GBEDO, l'expert Eau et Assainissement, Félix ADEGNIKA, l'expert en gouvernance, Rachad ALIMI et le Président du RAMEC, Alain TOSSOUNON. Ces échanges ont tournés autour des termes du plaidoyer et ses principaux acquis, des enjeux et défis liés à l'hygiène et à l'assainissement de base dans le contexte des ODD. Sans oublier la présentation des insuffisances du code de l'hygiène publique, des innovations proposées dans la loi portant hygiène publique, de la contribution des acteurs des médias dans le plaidoyer pour l'HAB pour tous au Bénin et des enjeux du plaidoyer du CANEA pour une tarification transparente et équitable de l'eau au Bénin. Les travaux de l'atelier se sont achevés à la suite du panel de discussion sur la tarification de l'eau en milieu rural et urbain au Bénin animé par la personne ressource Dr Cyrille ETEKA et l'expert en gouvernance Rachad ALIMI.
En clôturant l'atelier, le Président du CANEA a pour sa part invité les acteurs des médias à être vigilants sur la qualité et le sens des messages qui seront véhiculés prochainement. Rappelons que le CANEA est une plateforme qui rassemble les acteurs Non Etatiques actifs dans le secteur de l'eau et de

l’hygiène au Bénin.

Climat et Biodiversité au Bénin : l’ONG Save Our Planet pour une citoyenneté active

La 4e édition tant attendue de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, organisée par l’ONG Save Our Planet, s’est ouverte le samedi 9 décembre 2023, à l’université d’Abomey-Calavi. Cet événement a rassemblé des citoyens engagés, des experts et des organisations de la société civile renommées.

En prenant la parole à l’ouverture de la conférence, Megan Valère SOSSOU, Directeur Exécutif de l’ONG Save Our Planet a salué la présence effective des participants et acteurs invités avant de préciser l’objectif de la Conférence. « Il s’agit d’impliquer activement les citoyens dans la formulation de recommandations stratégiques afin de renforcer les initiatives de lutte contre les changements climatiques et de préservation la biodiversité au Bénin », a précisé Megan Valère SOSSOU.

En ouvrant officiellement les travaux de la 4e édition de conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, le parrain de l’événement, le Professeur Michel BOKO, a loué l’initiative de l’ONG Save Our Planet, soulignant le lien indissociable entre biodiversité et climat. « C’est pourquoi,

je trouve votre initiative très pertinente, et je vous en félicite », a-t-il déclaré.

Le panel inaugural, animé par le Journaliste Fulbert ADJIMEHOSSOU, a jeté les bases des dialogues participatifs. Ce panel a été enrichi par le Professeur Honoraire en Climatologie Michel Boko, la Coordonnatrice LABIS Porto-Novo, Laurette Bernisse SOUALY et Directeur Exécutif de JEVEV ONG, Henri TOTIN. Les échanges ont permis aux experts d'explorer comment transformer la jeunesse et l'innovation au service du climat, de la Biodiversité et du Développement Durable. Ils ont évoqué plusieurs initiatives, dont celles de la valorisation de la jacinthe d'eau en composts, de la transformation des déchets plastiques et de la valorisation des déchets des équipements électriques et électroniques.

Dans son intervention, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de l'ONG JEVEV a exposé le projet innovant de son organisation dans la communauté de Ganvié qui consiste à gérer autrement la problématique de la prolifération envahissante des jacinthes d'eau pour libérer le couloir de navigation sur l'eau. Une initiative qui participe au nexus Climat Biodiversité et Développement durable a-t-il indiqué.

Comme à Ganvié dans la commune de So-Ava, à Porto-Novo précisément au Laboratoire d'Innovation Sociale (LABIS), l'innovation, l'employabilité et l'engagement citoyen sont au cœur des actions. Pour Laurette Bernisse SOUALY, sa Coordonnatrice, « dans le contexte actuel, on ne peut pas parler de la citoyenneté, de l'entreprenariat, de l'employabilité sans parler des questions liées à l'environnement ».

Parlant d'innovation au service de l'environnement, le Professeur Michel BOKO encourage vivement les jeunes à innover pour répondre aux défis climatiques et écologiques. Cependant,

il invite à la vigilance en matière d'innovation pour ne pas créer un autre problème pour l'environnement ou pour l'Homme se basant sur le cas de la valorisation des plastiques, dont les substances sont extrêmement dangereuses pour l'homme et pour l'environnement. Ce panel inaugural enrichissant a planté le décor aux panels de renforcement de capacité et de partage d'expérience.

Ainsi, la première intervention dans ce cadre a été menée par Carin GOGAN, Expert Senior en Suivi Évaluation et capitalisation au Projet BENKADI, qui a mis en lumière le rôle de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB) dans l'Adaptation basée sur les Écosystèmes du Projet Benkadi. Cette présentation a souligné l'importance de l'engagement de la société civile dans les initiatives d'adaptation locale.

Étienne Houédoté DEGBOE, Directeur Exécutif par Intérim de l'ONG SOS Biodiversity, a ensuite analysé le nouveau cadre mondial sur la biodiversité, partageant les expériences fructueuses de son organisation en matière de conservation de la biodiversité au Bénin. Horace Fiacre Enock KPOSSI, MSc en Gestion des Aires Protégées et Réserves de Biosphère, a ensuite présenté des perspectives sur la gestion efficace de ces aires face aux menaces terroristes émergentes en Afrique de l'Ouest, mettant en avant l'implication des communautés locales et la mise en place de numéros verts pour renforcer la sécurité.

La particularité de ce panel en ligne est la coopération avec les experts du nord sur le rôle de l'innovation dans le nexus Climat-Biodiversité et Développement Durable. Cette session en ligne a été animée par Giraud TOGBE, journaliste scientifique au Sénégal avec pour invitées : Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable, et Flore Fiers, Chargée de projet spécialisée en Innovation. Les intervenants ont souligné l'importance des petites solutions durables et de

l’application pratique des innovations au quotidien au service du développement durable.

Les chercheurs Mireille ODOUNFA et Paulette GUEDEZOUME, du LABEF, ont ensuite abordé la nécessité d’introduire l’intelligence artificielle dans l’agriculture, soulignant les avantages des modèles d’apprentissage automatiques et des algorithmes pour une agriculture plus intelligente et adaptative. Dans sa présentation sur le rôle des médias dans le nexus Climat Biodiversité et Développement, Fulbert Adjimehossou, Secrétaire général du Réseau des Acteurs des Médias pour l’Eau, l’Environnement et le Climat (RAMEC), a fait une analyse anatomique de l’univers médiatique croisé aux enjeux environnementaux. Il a souligné le rôle crucial des médias dans la sensibilisation autour des questions environnementales, en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité. Il a encouragé les médias à aller au-delà des comptes-rendus factuels et à initier des enquêtes approfondies pour mieux informer et sensibiliser les populations.

La conférence a également inclus une simulation de négociation climatique, impliquant diverses parties prenantes telles que les entreprises et les Organisations de la société civile. Cette immersion a offert aux jeunes participants une compréhension approfondie des différents aspects d’une négociation climatique, renforçant ainsi leur capacité à défendre la justice climatique.

La particularité de cette nouvelle édition de la Conférence a été la distinction honorifique « Eco Awards Benin ». En effet, l’ONG Save Our Planet a distingué ses membres les plus actifs et qui ont contribué ardemment à atteindre ses objectifs ces dernières années à travers Eco Awards Benin. Une vingtaine de membres dans plusieurs catégories. La clôture de la conférence a été marquée par l’annonce d’une déclaration citoyenne, synthèse des contributions des participants et experts, destinée aux autorités politico-administratives pour

influencer les politiques de développement.

La 4e édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin a été un succès retentissant, soulignant l'engagement continu de l'ONG Save Our Planet dans la promotion de solutions innovantes et durables pour relever les défis environnementaux majeurs.

Venance Ayebo TOSSOUKPE

GIRE et bonne gestion des eaux usées: AGIR EAU/GIZ et le RAMEC pour un plaidoyer efficace

Du 23 au 24 novembre, Porto-Novo a accueilli un atelier de formation rassemblant les journalistes émérites des médias béninois, en particulier ceux du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC). Organisé par le Projet AGIR Eau de la GIZ en collaboration avec le Ministère de l'Eau, cet événement visait à sensibiliser et former les journalistes sur l'importance de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et la nécessité d'une bonne gestion des eaux usées.

Atelier AGIR EAU GIZ en salle

L'atelier a débuté par une cérémonie d'ouverture officielle, marquant le commencement de deux jours d'activités intenses. Les participants ont bénéficié de modules variés couvrant le secteur de l'Eau au Bénin, notamment la GIRE, l'état actuel de

la gestion des eaux usées, ainsi que les implications des changements climatiques sur la GIRE. Ces sessions ont permis d'approfondir la compréhension des journalistes sur ces enjeux.

Visite de terrain à Dangbo

Le moment fort de l'atelier a été la descente sur le terrain, où les hommes des médias ont pu observer de près les efforts déployés par le Projet AGIR Eau/GIZ en matière de gestion intégrée des ressources en eau à Dangbo et d'assainissement au centre ville de Porto-Novo. Cette immersion sur le terrain a offert aux journalistes une perspective concrète et enrichissante sur les initiatives mises en place.

Cette initiative collaborative entre la GIZ, le Projet AGIR Eau, et le RAMEC témoigne de l'importance de réunir les médias, les experts, et les organisations engagées pour sensibiliser sur des questions cruciales telles que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et la bonne gestion des eaux usées. Les journalistes, issus de toute l'étendue du territoire national et de divers médias (Radio, Télévision, Presse écrite et en ligne), formés lors de cet atelier, deviennent ainsi des porte-paroles informés capables de diffuser des informations essentielles sur la protection des ressources en eau au Bénin.